



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 19 JUILLET 1980

N°9

PRIX : Antilles : 2 F
France : 3 F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

A BAS LA REPRESSION ! LIBERTÉ POUR LES MILITANTS GUYANAIS !

Un an après les manifestations qui avaient troublé le défilé militaire le 14 juillet 1979 à Fort-de-France, manifestations des jeunes dont les camarades avaient été emprisonnés injustement, c'est au tour des militants guyanais d'avoir manifesté et troublé le défilé militaire à Cayenne, ce 14 juillet 1980.

Pour réclamer la libération des militants indépendantistes emprisonnés récemment dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du dépôt Shell de Kourou, un rassemblement se forma sur la place de Cayenne et plusieurs dizaines de manifestants se présentèrent au moment de la remise officielle des décorations et crièrent : « A bas la répression, libérez nos camarades ». Des heurts se produisirent entre eux et les forces de répression coloniales. Plusieurs gendarmes furent blessés ainsi qu'un commissaire, pendant que précipitamment, préfet, chefs militaires et officiels en grande tenue et verts de peur se précipitaient dans leurs voitures pour démarrer, à peine protégés par quelques motards affolés.

Les militants et les organisations guyanaises en lutte contre l'oppression et la répression qui les frappe depuis l'attentat du mois d'avril ont su réagir comme il fallait. Ils ont montré qu'on ne pouvait impunément en Guyane emprisonner et réprimer. Ils ont par là même ridiculisé les autorités coloniales chamarrées pour une manifestation traditionnelle du 14 juillet qui est l'occasion pour eux de faire état de leurs forces répressives et d'étaler leur morgue. Ils ont su attirer l'attention de l'opinion publique Guyanaise, Antillaise sur une répression que le pouvoir cherche à organiser sournoisement en exigeant des organes d'information comme FR3 qu'ils n'en parlent pratiquement pas.

Ce qui se passe actuellement en Guyane peut très bien se passer en Guadeloupe ou en Martinique dans un avenir très proche. Déjà, la répression, même si elle n'en est pas aux arrestations de militants donne des signes évidents de durcissement : les lourdes amendes infligées aux syndicalistes de l'EDF, le procès des élèves et parents de Trinité qui aura lieu le 25 juillet, les derniers événements de Marie-Galante, la répression judiciaire qui frappe des camarades de Combat Ouvrier le montrent bien.

Pour l'heure, c'est en Guyane qu'elle frappe le plus durement. Alors, en Martinique et en Guadeloupe, tous les militants anti-colonialistes, les travailleurs ont le devoir d'affirmer bien haut leur solidarité avec cette fraction du peuple guyanais qui se bat contre l'oppression et la domination coloniale qui bien souvent prend en Guyane un cours encore plus hideux qu'aux Antilles.

JOUANDON retour du bâton pour un patron de combat



Jouandon, le directeur des Nouvelles Galeries a été victime d'un attentat à son domicile. On apprenait la nouvelle samedi matin. Les radios officielles elles-mêmes étaient obligées de parler, même de façon allusive, du conflit qui venait de se terminer 4 jours plus tôt dans

l'entreprise, pour expliquer dans quel contexte, cette tentative de meurtre avait été perpétrée. Le GLA (Groupe de Libération Armé) a revendiqué l'attentat. M. Jouandon avait révélé complètement son rôle lors de cette longue grève.

Cadre venu de France prendre la direction des Nouvelles Galeries il y a environ un an, il était arrivé avec l'intention de mettre de l'ordre dans la « maison », plus exactement au niveau des employés. En effet, durant les deux premières années, au moment du démarrage du magasin, les employés avaient été très sollicités. Il fallait que tout le monde « y mette du sien » pour que cela aille. Après cette période, le ton de la direction changeait. Il fallait maintenir l'effort, augmenter encore les rendements, mais sans jamais que les employés voient leurs conditions de travail et de salaire s'améliorer.

Les employés se sont organisés et à plusieurs reprises, ils ont mené des luttes pour faire valoir leurs revendications.

A chaque fois Jouandon se montra très dur. Au début de l'année, il avait même eu l'audace d'annoncer une augmentation de salaire de 1 % pour ceux qui le « méritaient ». Il faisait récupérer les jours de congé férié, faire les inventaires en dehors des heures de travail normales, etc...

De plus, pendant la grève, lui et ses compères Briais et Aubéry se sont montrés d'un mépris sans borne pour les travailleurs.

Dès la 3^e semaine de grève, sans jamais avoir négocié sérieusement avec les grévistes, il faisait dire à des employées au nettoyage qu'elles pouvaient nettoyer le magasin, car les employés lassés allaient reprendre le travail.

Lui et ses amis, refusèrent pendant longtemps toute négociation et quand il acceptèrent la discussion ils ne voulurent rencontrer

Suite page 4

25 JUILLET : TOUS AU TRIBUNAL POUR SOUTENIR CEUX DE TRINITE

C'est le 25 juillet qu'aura lieu le procès dit de Trinité. Les événements qui seront jugés ce jour là remontent à plus de 15 mois.

Le deuxième trimestre de l'année scolaire 1978-1979 avait vu les élèves du lycée de Trinité entrer en lutte contre deux professeurs racistes qui étaient soutenus par l'administration. Les élèves ayant fait à plusieurs reprises la grève demandaient le départ des 2 professeurs racistes. La réponse de l'administration fut la fermeture de la Cité Scolaire ! On tenta d'imposer une réouverture avec réinscription de manière à éliminer ceux que l'administration qualifiait de meneurs. C'est ainsi que fut découverte une liste comportant plusieurs dizaines de noms de personnes à éliminer de la Cité Scolaire !

Devant cette situation, plus d'une soixantaine de personnes, élèves, parents d'élèves et professeurs occupèrent les locaux administratifs de la Cité Scolaire, et imposèrent la réouverture sans réinscription !

En plus, il y eut l'extension de la grève de Trinité à plusieurs lycées de Fort-de-France et de nombreuses manifestations de rue au cours

du mois de mars 1979. Face à cette mobilisation, l'administration dut reculer. C'est ce recul qu'aujourd'hui elle essaie de faire payer à 8 élèves, parents et professeurs, arbitrairement choisis parmi ceux qui étaient entrés dans les locaux administratifs. Sur plainte de Moetus, le proviseur du lycée, ils sont inculpés entre autres de vol de documents !

Cette inculpation et le procès qui en découle sont un véritable scandale, car ils montrent que l'administration coloniale couvre et protège sciemment les racistes dans l'enseignement. Cela est d'autant plus grave qu'une condamnation pour vol est considérée comme infamante et les fonctionnaires notamment peuvent perdre leur emploi : la répression judiciaire se trouve doublée là d'une menace de répression administrative.

C'est pourquoi nous à Combat Ouvrier sommes partie prenante des différentes actions menées pour la relance des inculpés de Trinité. Nous appelons en tout état de cause la population à venir en grand nombre au procès du vendredi 25 juillet 1980.

La répression en Guyane

La répression a frappé en Guyane : le 17 juillet, 24 personnes connues pour leurs opinions anti-colonialistes ont été arrêtées, dont Raymond Charlotte, un des dirigeants du FNLG (Front National de Libération de la Guyane). Le 11 juillet, 17 personnes sont parait-il en garde à vue et interrogées.

C'est depuis les attentats à la bombe qui eurent lieu les 20 et 22 avril et qui avaient provoqué l'incendie d'une cuve d'essence au dépôt Shell de Kourou, que les arrestations et les gardes à vue se succèdent. Cette vague d'arrestation a entraîné de multiples inscriptions sur les murs et les monuments publics de Cayenne réclamant la libération des emprisonnés et l'indépendance de la Guyane. Un comité de soutien vient de se constituer autour de l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais), du PSG (parti socialiste) et de l'Unité-Guyanaise.

Jusqu'à présent, ici aux Antilles, la presse n'a rien dit de ce sujet et la radio télévision du pouvoir fait le black-out total sur ces événements.

Pourtant la protestation contre la répression qui sévit en Guyane doit s'organiser. Il faut exiger la libération des militants emprisonnés.

QUAND LE RECTEUR CHAUDET TENTE DE MASQUER L'INCURIE ET L'ARBITRAIRE.

Dans une déclaration à France-Antilles, le recteur Chaudet exprime sa « satisfaction » à la fin de cette année scolaire... Selon Chaudet tout se serait bien passé, en somme, cette année, dans le meilleur des mondes scolaires.

Alors, on peut se demander pourquoi les lycéens de Baimbridge ont été obligés de faire grève au moins à trois reprises, ceux du Moule, du Lamentin, de Capesterre une fois ; on peut se demander pour quelles raisons les professeurs, au dernier trimestre firent la grève et manifestèrent devant le vice-rectorat face aux fusils des CRS et des gardes mobiles...

A Baimbridge, les lycéens déclenchèrent une première grève au début du deuxième trimestre parce que précisément Chaudet avait pris la décision de fermer le lycée sous prétexte que des manifestations s'y préparaient. En fait les élèves voulaient tout simplement commémorer les événements de 78 au cours desquels ils avaient mis en fuite une bande raciste qui les avaient agressés.

Quelques temps après, ce même Chaudet, passé maître dans l'art des décisions arbitraires, annonce brutalement la création d'un nouveau LEP dans les locaux insalubres d'une ancienne école d'agriculture désaffectée, ce qui signifiait qu'un nombre important d'élèves du LEP de Baimbridge se retrouveraient propulsés à Baie-Mahault en 81. Les élèves ont donc laissé éclater leur colère face à ces décisions, à ces transferts arbitraires, décidés sans consultations, sans discussions. Ils organisèrent trois semaines de grève, de manifestations, de meetings et reçurent le soutien de plusieurs autres établissements, en particulier des élèves des LEP.

Après les vacances de Pâques, Chaudet récidive : il annonce sans vergogne et semble-t-il sans tirer aucune leçon des manifestations lycéennes précédentes, plusieurs suppressions de postes en Guadeloupe. C'est alors au

tour des professeurs de se mettre en lutte. Conférences de presse, meetings, grèves se succèdent. Nous sommes au troisième trimestre. Une violente échauffourée aura lieu devant le vice-rectorat où manifestent les professeurs pendant que discutent leurs délégations. Les CRS matraquent, les professeurs ripostent, pendant toute une journée le quartier du vice-rectorat est entouré de forces de répression. Voilà la bonne année scolaire de Chaudet... Ce dernier, paternaliste, tout comme ses prédécesseurs aura donc, à plusieurs reprises soulevé la colère et l'indignation de milliers d'élèves et d'enseignants qui en ont assez d'être considérés comme des moutons qui doivent obéir au doigt et à l'oeil à un recteur et une administration importés de 7 000 kms pour les embrigader.

Chaudet aura trouvé le secret de déclencher des mouvements de protestation presque à chacune de ses décisions. Et si l'année scolaire n'était pas terminée il aurait peut-être suscité de nouveaux mouvements de colère après cette dernière interview à « France-Antilles ». Car, après le brevet de satisfaction qu'il se décerne il déclare sur ce ton toujours paternaliste et méprisant à l'égard des « guadeloupéens » : « je voudrais que les guadeloupéens soient aussi convaincus que moi que leur richesse c'est l'éducation, leur seule voie de promotion : le diplôme... ».

Eh bien, parlons-en de l'éducation et de la promotion de M. Chaudet quand selon ses propres chiffres, le taux de réussite au bac n'est que de 48,6 % en classique et moderne et 40,3 % dans le technique, quand le nombre des orientés vers la « vie active », cet euphémisme hypocrite pour désigner le chômage, ne cesse de croître, quand une très grande proportion d'élèves n'est pas même autorisée à redoubler car le matériel et les salles font défaut principalement dans les LEP (technique).



Comment parler d'éducation et de promotion quand la grande majorité des jeunes de ce pays se voit obligée d'émigrer pour trouver du travail, comment parler du diplôme comme la seule voie de promotion quand même avec un diplôme comme le BEP, le bac, de très nombreux jeunes ne peuvent trouver du travail aux Antilles ?

Quant à l'éducation sous l'égide d'un Chaudet, sous l'égide du colonialisme, que peut-elle être ? Une succession de programmes mal adaptés, ne tenant aucun compte des réalités du pays, favorisant l'échec scolaire à grande échelle. Et parlons en encore de l'éducation à la Chaudet, quand il est devenu maintenant de tradition qu'à chaque année scolaire apparaissent quelques professeurs racistes dont un ou deux n'hésitent pas à infliger un coup de pied à des élèves noirs, ce qui choque profondément élèves, parents et population. Cette

année, cela s'est passé au collège du Raizet.

Alors, à l'éducation et à la promotion Chaudet c'est-à-dire à l'enseignement colonial, bourgeois, à l'éducation sous le règne des décisions arbitraires, de l'arrogance, du paternalisme colonial, du racisme, les élèves, les enseignants ont intérêt à répondre « non », et même plus, à se battre pour changer cela. Cette année, ils ont montré qu'ils savaient envoyer Chaudet paître et qu'ils savaient répondre à chaque fois à son arrogance ; l'année prochaine ils ne se laisseront pas plus, et élèves et professeurs, mépriser sans mot dire, sans réagir, car ils savent, pour les professeurs, que le problème des postes se posera à la rentrée, et pour les élèves que l'éducation et la promotion à la « Chaudet » sont des voies bouchées.

Pierre-Jean CHRISTOPHE

IL Y A UN AN MOURAIT MADAME LACRAMPE



Le 14 juillet 1979 les autorités coloniales en Martinique n'avaient pu, comme cette année, se vanter du bon déroulement de leurs défilés militaires provocateurs. Il faut rappeler que ce jour-là les policiers lançaient des pierres contre la population sans armes et que c'est dans ces circonstances qu'a été tuée Mme Lacrampe, alors qu'elle vendait des gâteaux sur la savane de Fort-de-France. La répression policière, le déferlement de forces armées s'adressaient ce 14 juillet 79 aux jeunes Martiniquais qui voulaient en manifestant ce jour-là, faire connaître à tous les conditions dans lesquelles sept de leurs camarades avaient été emprisonnés en avril 79 sous le prétexte d'avoir frappé des blancs et comment l'un d'entre eux, Chloé, avait été retrouvé mort dans sa cellule.

« Ils ont assassiné Chloé », « Non à la répression coloniale », « Képis rouges déré », ce sont les cris que les forces de l'ordre n'ont pu entendre le 14 juillet dernier. Des gens armés refusaient aux jeunes de Fort-de-France le droit de manifester leur colère contre un régime colonial raciste. Pourtant, celui-ci n'avait pas hésité à frapper, emprisonner, tuer même. Le gouvernement avait fait arrêter sept

jeunes martiniquais. Les motifs d'accusations n'étaient pas clairs. Le tribunal qui les jugera plusieurs mois après le prouvera d'ailleurs en les condamnant à des peines de courte durée, inférieure à celle de leur emprisonnement. Certains même, accusés sans preuve, ont été relaxés et ont fait trois mois de prison pour rien. Leur nom a été traîné dans la boue par les France-Antilles et autres journaux bourgeois colonialistes.

Dans cette affaire, le gouvernement a voulu, à travers ces jeunes, faire peur à tous ceux que révoltent le système d'oppression, le chômage, la misère en Martinique et qui seraient tentés de s'en prendre aux blancs comme aux représentants de la domination coloniale. Le pouvoir a compris que ceux qui choisissent de s'attaquer aux blancs expriment leur volonté de se battre contre cette domination et de chasser les colonialistes ; leur désir de mettre fin aux privilèges des blancs et par là même ceux des exploités noirs, également protégés par le gouvernement français. Alors il a réprimé brutalement quelques échanges de coups sur une plage entre travailleurs ou chômeurs martiniquais et des militaires français racistes. Et bien sûr, ce ne sont pas ces derniers qui ont été touchés par la répression policière et par la justice coloniale. Celle-ci, elle aussi dominée par des blancs racistes, a plus d'une fois manifesté sa hargne contre la population pauvre de ce pays.

C'est contre tout cela que les jeunes organisés dans le Comité de la libération des jeunes emprisonnés avaient manifesté le 14 juillet 1979. La mobilisation des jeunes de ce comité avait permis l'organisation de réunions dans les différents quartiers ouvriers de Fort-de-France. Les travailleurs de Martinique avaient pu ainsi être informés de ces arrestations iniques et cela avait abouti le 13 juillet à la libération des six emprisonnés vivants à cette date. Mais le gouvernement a cherché à étouffer leur voix. Il a voulu cacher que ces jeunes, de plus en plus nombreux, remettent en cause la domination coloniale, celle qui a permis de traîner en prison sept jeunes, parce que ce pouvoir place une poignée de racistes blancs, juges, gendarmes, militaires français et aussi leurs amis antillais exploités au-dessus d'une population qui manque de l'indispensable. Mais, chaque fois qu'il emprisonne, chaque fois qu'il tue, le gouvernement français augmente le nombre de ceux qui décident de mettre fin à cette domination ouvertement raciste, et qui très vite comprennent que les exploités noirs sont tout aussi haïssables et qu'ils doivent être bannis eux aussi.

Noël CANTIUS

AGRICULTURE : CHANGEMENT DE PERSONNEL DIRECTEUR, MAIS TOUJOURS LA MÊME POLITIQUE

La SAFER, Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, vient d'annoncer que ses responsables ont changé. Elle en profite pour faire de grandes déclarations sur les bonnes intentions de la nouvelle direction. Celle-ci serait « tout à fait consciente des erreurs antérieures » de la SAFER. A en croire ces messieurs, tout devrait donc changer concernant le problème de la terre en Guadeloupe.

Cette société promet de « mettre tout en œuvre pour sauvegarder » ce qu'elle appelle « notre industrie sucrière ». En attendant elle devra d'après « France-Antilles » se charger de vendre les terres des trois usiniers, c'est-à-dire les terres de la SAG (Société agricole de la Guadeloupe) responsable de Darboussier, la SAUB (Société anonyme des usines de Beauport) et de la Société Grosse Montagne. Il semble plutôt que la SAFER serve à permettre aux capitalistes de la canne de fermer leurs usines dans les meilleures conditions.

Quant à la vente des terres de ces compagnies, elle sera ce que veulent ceux qui contrôlent la SAFER c'est-à-dire encore une fois les gros propriétaires fonciers. On connaît déjà les difficultés que rencontrent les petits colons qui craignent d'être chassés de la terre qu'ils occupent et que les sociétés responsables de la canne en Guadeloupe vendent aujourd'hui. Ceux qui contrôlent la SAFER c'est aussi le préfet, lui qui fait l'éloge du travail de cette compagnie alors même que certains de ses membres reconnaissent les torts qu'elle a eus, torts qui signifient misère et



endettements pour les petits planteurs et colons. Les travailleurs de la terre connaissent les intentions du préfet et de ses sbires. Ils ont vu les forces armées réprimer ceux de Capesterre qui réclamaient le droit d'utiliser la terre laissée en friche par un riche propriétaire. Alors ces travailleurs savent aussi qu'il ne peuvent compter sur une quelconque SAFER mais que ce sont les luttes, les occupations de terres qui seules leur permettront d'avoir la terre à leur disposition.

DEMAGOGIE A L'APPROCHE DES PRESIDENTIELLES.

La radio a fait grand bruit à propos d'une diminution des peines que Giscard aurait accordée à des jeunes emprisonnés pour « délinquance ». Giscard avec l'aide de la radio, de la presse bourgeoise, ne cesse de nous faire du cinéma. Les élections approchent et tous les moyens sont bons pour se donner bonne figure. Mais, concernant la « délinquance », il aura du mal à aveugler les travailleurs et, en particulier les travailleurs immigrés en France. Pour eux tous, le régime de Giscard c'est la crise et pour leurs enfants le chômage et donc la tentation de voler ou même de se prostituer c'est-à-dire de devenir ce que les bourgeois appellent des délinquants. Généralement, divers trafics auxquels les jeunes sont amenés à participer sont organisés par de gros bonnets de l'administration, de la police ou des politiciens bourgeois. Mais

lorsqu'il faut des victimes ce sont les jeunes de la classe pauvre que la police arrête et qui, sans argent pour payer un avocat, sont condamnés à des peines de plusieurs mois de prison ferme, sans preuve, sur la simple foi d'un dossier de police. Or on sait sous quelles pressions peuvent être obtenus de tels dossiers dans les commissariats.

Alors qu'on ne nous rebatte pas les oreilles avec les soi-disant allègements pour des peines tout à fait injustes dans une société qui non seulement accepte mais glorifie la plus grande escroquerie qui soit, l'exploitation des ouvriers par les patrons.

Il ne sert à rien de diminuer les peines de ceux que la société condamne à la misère matérielle et morale, car ce sont les conditions bourgeoises elles mêmes qui sont responsables de la « délinquance ».

LA FÊTE DE COMBAT OUVRIER

Plusieurs centaines de travailleurs se sont retrouvés samedi 12 et dimanche 13 juillet sur la plage de Sainte Claire à Goyave pour la fête de Combat Ouvrier.

La fête ce fut d'abord des spectacles très applaudis, les ballets de Léon Sainte Rose de Martinique, le groupe de Kasangua, l'orchestre de reggae Eyes is red. L'orchestre Selecta de Sainte Rose anima le bal le samedi soir.

Sous la pluie, l'ambiance fut sympathique et fraternelle. Les travailleurs de différentes entreprises ont pu se regrouper dans leurs stands respectifs. C'est ainsi que ceux de la SIG, de l'hôpital, les employés du commerce, les occupants de terres à Capes-terre et à Conodor purent expliquer leurs luttes, leurs problèmes aux participants de la fête.

La fête permit aussi des débats politiques avec Combat Ouvrier et avec d'autres organisations, Groupe Révolution Socialiste, CGT, CFDT, tant sur le problème de la terre,

de la répression coloniale que plus généralement sur celui des luttes ouvrières aux Antilles.

Des exposés de qualité sur « quelques aspects de la littérature antillaise actuelle », de Guy Tirolien, sur l'Art et la Société par Max Ganot, sur la malnutrition par le D^r Chovino ainsi que ceux Mme Sime-Lutin sur la contraception, et Rita Dahomay sur les écoles maternelles et l'enseignement qui y est donné et enfin de Michel Feuillard sur la Soufrière ont été des centres d'intérêt et de discussion dans la fête.

La fête se termina tard dans la soirée du dimanche sur une présentation par l'association des amis de la poésie (AGAP) très appréciée et tous, travailleurs guadeloupéens, martiniquais — ces derniers étaient représentés dans les stands de la métallurgie de l'hôpital, de la sécurité sociale, des lycéens du technique — et ont promis de se retrouver pour une nouvelle fête.



Retour de bâton contre un patron de combat

SUITE DE LA PAGE 1

qu'un seul représentant des employés et des représentants syndicaux.

Tout au long de la grève, Jouandon fit des déclarations révoltantes à l'encontre de tous les employés de commerce, déclarant publiquement qu'ils étaient des voleurs et « responsables des démarques inconnues » des grands magasins. Mais Jouandon n'a rien dit des dizaines de milliers de francs, (millions d'anciens francs) qui sont versés en fin d'inventaire aux cadres responsables de rayon et autres gradés des mêmes magasins. Jouandon n'a pas dit d'où venait l'argent qui lui permet que depuis 10 ans, les sociétés de grandes surfaces ouvrent en moyenne un nouvel établissement tous les 2 ans (les Ets Reynold-Prisunic conservant la palme en la matière).

Alors oui, le rôle de Jouandon, est apparu clairement ces jours derniers, celui d'un représentant zélé des grosses sociétés capitalistes, dans un pays colonisé, où en plus

l'exploiteur est blanc et l'exploité est noir. Jouandon est aussi un très bon représentant des patrons du commerce qui depuis des années se sont montrés particulièrement arrogants et méprisants vis-à-vis des travailleurs et de leurs luttes.

Oui c'est sur cet homme-là que l'on a tiré l'autre nuit.

Bon nombre de travailleurs, en particulier ceux qui ont vécu la grève et subi la morgue de cet homme ne le plaignent pas, et n'ont pas versé une larme sur son sort.

Et si pour notre part nous n'avons rien à voir avec de telles méthodes, nous ne nous étonnons pas que de tels hommes soient la cible de groupes de Guadeloupéens révoltés, qu'ils s'intitulent GLA ou autres, et qui ont décidé de se substituer à la lutte des travailleurs eux-mêmes contre les capitalistes et le pouvoir colonial.

LES COMITÉS CONTRE LE RACISME : HYPOCRISIE RÉACTIONNAIRE.

Il est fort de voir s'exprimer un certain nombre de comités « comité guadeloupéen de lutte contre le racisme » CGLR, les « cercles Saint-Exupéry » et « Association Guadeloupe 2 000 », sur le racisme à propos de l'attentat contre le directeur des Nouvelles Galeries.

Il est fort que ces personnes se montrent soucieuses de dénoncer le racisme, qui serait (selon ce qu'ils disent) à l'origine de l'attentat, qui se trouve dans tous les conflits sociaux de ces derniers mois (toujours selon le même communiqué du CGLR à France-Antilles du 15.7.80).

En effet, elles ne se sont jamais prononcées auparavant sur le racisme officiel du pouvoir dans un pays où le colonisateur est blanc et le colonisé est noir. Elles n'ont jamais dénoncé les atteintes à la dignité des jeunes lycéens lorsqu'en février 1979, des jeunes blancs se promenaient dans le lycée avec des inscriptions racistes sur eux. On ne les a pas entendus non plus s'élever contre le fait que cette année encore à Raizet, un professeur blanc donnait des coups de pied à une fillette, ni contre les cas moins connus à l'école des filles des Aymes où un enseignant insultait les élèves et bien d'autres encore. Elles n'ont jamais encore dénoncé le fait qu'il existe actuellement en Guadeloupe des quartiers entiers, appartenant aux blancs, avec leurs bars, leurs restaurants, « réservés », certes non officiellement,

mais de fait. Elle n'ont jamais dénoncé que n'importe quel homme ou femme débarquant de France, peut trouver quelques jours après son arrivée, un emploi, s'il le veut alors que le chômage touche plus du tiers de la population.

Mais c'est sans doute cela que le « comité guadeloupéen de lutte contre le racisme » appelle « une cohabitation pacifique et somme toute fraternelle entre hommes de races et d'origines très différentes » (journal France-Antilles du 15.7.80).

Si ces comités expriment leur position « anti-raciste » uniquement lorsqu'un dirigeant d'entreprise qui s'est manifesté singulièrement ces jours derniers, par sa morgue et son mépris est attaqué, il s'agit en fait de comités de défense des possédants, des comités contre la révolte des opprimés. En fait ce sont ni plus ni moins des agents et des suppôts du pouvoir qui a toujours prétendu qu'en Guadeloupe tout est bien et évolue harmonieusement, et que les seuls responsables des difficultés, ce sont ceux qui les dénoncent notamment dans la presse.

Que ces comités CGLR ou Guadeloupe 2 000 en appellent ouvertement à la répression contre les organes de presse qui parlent ouvertement de la réalité coloniale de la Guadeloupe et dénoncent le racisme officiel du pouvoir et des patrons, n'étonne pas. Cela confirme bien qu'ils sont dans le camp de la réaction et du pouvoir colonial.

ENSEIGNEMENT : LE RECTEUR CHAUDET S'EN PREND AU DROIT DE GRÈVE.

Dans une interview accordée au journal France-Antilles, le Recteur Chaudet se livre à un bilan de l'année scolaire passée.

Selon le recteur les résultats dans l'ensemble ont été meilleurs que ceux de l'année précédente, surtout en ce qui concerne le baccalauréat classique et moderne où l'on passe de 46 % à 48,6 %. Toujours selon le Recteur, le seul secteur où les choses sont allées moins bien, c'est celui de l'enseignement technique, où au lieu d'une progression l'on enregistre une perte de 6 % de réussite.

Et le Recteur Chaudet d'y voir les conséquences de « l'agitation » qui aurait pendant un long moment perturbé les cours au lycée technique lors de l'affaire de Baie-Mahault.

En revanche les résultats ont été meilleurs, par exemple à Gerville-Réache parce qu'il n'y a pas eu de grève.

En un mot c'est à un véritable réquisitoire contre la grève et le droit de grève que se livre le Recteur Chaudet.

Pour ce dernier la cause principale de l'échec scolaire c'est la grève. A ce compte les échecs devraient être plus nombreux en France. Or il n'en est pas ainsi. Mais ce que M. Chaudet oublie volontairement de dire c'est que les conditions de travail au lycée technique se dégradent d'année en année.

Le nombre de lycéens au lycée technique a augmenté sans que les structures d'accueil soient modifiées, résultat : les possibilités de travail offertes aux élèves se sont terriblement réduites.

Quant aux moyens offerts pour travailler (machines, salles aménagées, etc.) ils sont loin d'être en augmentation.

Et tout cela c'est le résultat de la politique d'austérité menée dans tous les domaines par le gouvernement et que le Recteur Chaudet est tenu d'appliquer dans le secteur de l'enseignement.

Alors, ce dernier a beau jeu de vouloir faire croire que les échecs sont le fait des grèves ; ses propos ne peuvent apparaître aux yeux du public que pour ce qu'ils sont : des mensonges inventés de toutes pièces.

MIAMI : LES NOIRS EN RÉVOLTE CONTRE LE RACISME

De nouveaux heurts violents ont opposé la population noire de Miami à la police, faisant une trentaine de blessés, dont vingt-cinq parmi la population.

Ces événements font suite aux émeutes qui eurent lieu il y a deux mois, et dont la cause était la révolte de la population noire face à l'injustice et aux tracasseries dont elle est victime de la part de la police, de la justice et des racistes.

Trois policiers ayant assassiné un jeune noir avaient été acquittés par un tribunal composé de blancs. La communauté noire ne l'avait pas admis, et s'était opposée violemment à la police et aux racistes, au cours d'affrontements qui entraînèrent la mort d'une trentaine de personnes.

L'acquiescement des policiers fut en fait l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Mais si ce verdict déclencha une telle révolte, c'est que cela venait s'ajouter à une série d'agressions racistes et de tracasseries policières, toujours impunies, et plus généralement que cela se greffait sur une situation de moins en moins supportable pour la population noire, aussi bien à Miami que dans le reste des Etats-Unis. La discrimination raciale, si elle est moins ouverte qu'auparavant, n'en demeure pas moins réelle, et en cette période d'accroissement du chômage, la population noire qui est la plus durement touchée doit faire encore face à un accroissement du racisme.

Des organisations de blancs racistes, telle que le Ku KluxKlan (K.K.K.) et les Minute Men, ne cessent de se développer et agissent au grand jour, à tel point qu'en Californie, un haut responsable du K.K.K. est candidat officiel du parti démocrate (celui de Carter).

Subissant la discrimination dans tous les domaines, notamment dans l'emploi et dans l'éducation, la population noire, qui se souvient des grandes luttes menées dans les années 60, n'est pas prête à accepter son sort sans mot dire. Les événements de Miami pourraient bien s'étendre à d'autres villes, notamment les grands centres du nord où s'accroît le chômage et se multiplient les incidents racistes.

RASSEMBLEMENT DU FRONT DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION.

Le vendredi 11 juillet s'est tenu un rassemblement organisé par le Front de Lutte contre la Répression pour protester contre la politique de déformation systématique et le manque d'objectivité de FR3 Martinique.

Ce rassemblement venait à l'issue de plusieurs prises de parole et réunions d'information dans divers quartiers de Fort-de-France ! Aussi, c'est plus d'une centaine de personnes, en majorité des militants d'organisations politiques ou syndicales (PPM, PCM, GRS, Combat Ouvrier, UJCM ou CSTM) qui se sont rassemblés à la place de la Croix-Mission, à 17 heures.

Les orateurs ont donc dénoncé les pratiques de FR3 à la lumière des attaques répétées des policiers et des gardes-mobiles contre les grévistes (dockers et camionneurs). FR3 s'est ingénié à faire croire que c'étaient les grévistes qui attaquaient les forces de l'ordre et avait passé sous silence le fait que plusieurs personnes avaient été brûlées par les gaz lacrymogènes lancés par les gardes-mobiles !

L'action du Front de Lutte contre la Répression qui dénonce de telles pratiques est positive dans de telles circonstances et doit continuer.

CAPESTERRE-BELLE-EAU : LE POINT SUR LES OCCUPATIONS DE TERRES !

La lutte des occupants de terres de Capesterre continue. En principe les terres de Marquisat ont été obtenues et doivent être distribuées aux occupants.

Le maire de Capesterre avait un moment voulu remettre en cause la liste des occupants. Il n'a réussi qu'à proposer que quelques noms soient rayés de la liste. Il s'agit surtout pour lui de sortir de cette période où son autorité a été contestée sans trop perdre la face.

Les occupants sont nombreux à être toujours mobilisés. Ils attendent simplement le résultat des séances de travail avec la Mairie. Delacroix avait réclamé que seule une délégation vienne désormais à la Mairie et personne aux environs. Il a eu une délégation plus nombreuse que celle prévue et des dizaines d'occupants sont restés aux environs de la Mairie, durant la réunion qui s'est tenue le vendredi 11 juillet.

Il reste que le principal problème c'est la délimitation et la cession des terres aux occupants. Le préfet a lui-même fixé le délai au 1^{er} août, pour que cela se fasse. Le retard actuel ne vient pas des occupants mais des lenteurs que veut imposer la Mairie de Capesterre.

Il s'agit donc de rester vigilant. Les occupants ont le sentiment d'avoir remporté la victoire. Il faut malgré tout surveiller ce qui se passe à la Mairie et se mobiliser jusqu'à la délimitation des terres. Car un retournement reste encore possible si la vigilance se relâche.

COMBAT OUVRIER, SUR LES ROUTES, SUR LES PLAGES ET DANS LES FÊTES DE COMMUNE

Durant toute cette période dite de « vacances » les militants et sympathisants de Combat Ouvrier seront présents dans les communes pour faire connaître leurs activités, leurs buts et leurs aspirations.

En particulier, comme c'est la période des fêtes, fêtes de plages, de communes, de hameaux ou de sections, Combat Ouvrier tachera d'être présent là où les travailleurs se rassembleront.

Ceux qui viennent à ces fêtes pourront profiter de l'occasion pour prendre contact avec nous.

AMIS LECTEURS ARRÊT DE LA PARUTION AU MOIS D'AOUT

Notre journal ne paraîtra pas avec sa fréquence normale durant le mois d'août. Il reparaitra au début de septembre.

Mais nos lecteurs pourront tout au long du mois d'août rencontrer les militants de Combat Ouvrier dans les communes, sur les plages, sur les routes, etc.

Nous les invitons à venir nombreux nous rencontrer et discuter avec nous.

GROSSE-MONTAGNE : VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA BANANE

Les travailleurs de la banane de la région de Grosse-Montagne viennent de mener et de remporter une lutte importante. Il y a relativement peu de temps que Simonnet a décidé de consacrer une partie de ses terres à la culture de la banane ; cela correspond à l'époque de l'arrivée de la Compagnie Fruitière, soit deux ans environ.

Les ouvriers agricoles employés sur ces plantations étaient jusqu'à présent restés inorganisés, et subissaient de ce fait une exploitation renforcée. Les conditions de travail étaient en particulier beaucoup plus mauvaises que celles de leurs camarades ouvriers de la région de Capesterre. C'est ainsi que ceux de Grosse-Montagne travaillaient effectivement huit heures pour une journée de travail, tandis que pour le même salaire, ceux de Capesterre n'effectuaient que six heures.

Ayant pris contact avec les ouvriers de Capesterre organisés dans la CGTG, Les ouvriers agricoles de Grosse-Montagne se mirent en grève pour obtenir la parité des conditions de travail. Après plus de deux semaines de grève, et, malgré les manœuvres de Simonnet pour tenter de décourager les ouvriers, malgré l'intervention des gardes-mobiles pour essayer de les intimider, les travailleurs de la banane ont vaincu.

Ils ont obtenu satisfaction sur leur principale revendication, à savoir la journée de six heures payée huit heures. Ils ont montré que l'organisation et la volonté de lutte peuvent faire reculer les patrons.

LE LAREINTY DE NOUVEAU AU BORD DE LA FERMETURE

Le parti Communiste Guadeloupéen continue à défendre avec insistance le principe d'une société d'Economie Mixte. Ainsi, dans une récente conférence de presse, Henri Bangou disait que c'était là le seul moyen de sauver l'industrie sucrière à la Guadeloupe et donnait en exemple ce qui avait été fait au niveau de la Martinique, et plus particulièrement en ce qui concernait l'usine du Lareinty.

Dans la même semaine où Bangou faisait une telle publicité au Lareinty, « Justice » l'organe du Parti Communiste Martiniquais, et principal défenseur de la société d'économie mixte en Martinique, annonçait que l'usine du Lareinty se trouvait une fois de plus en danger de fermeture : le motif est que le Trésorier Payeur Général de la Martinique refuse de payer un chèque représentant la somme avancée par le conseil général pour la réouverture du Lareinty. C'est-à-dire donc que les problèmes sont loin d'être réglés.

Et le plus dérisoire est que les sacrifices consentis par les travailleurs (licenciements pour certains, baisse de salaire pour les autres) ont tout l'air d'avoir été fait en pure perte. Voilà l'exemple que Bangou ne craint pas de donner aux travailleurs de la Guadeloupe : une usine vétuste, qui produit moins de 2 000 tonnes de sucre dans laquelle le contribuable voit s'engloutir l'argent de ses impôts et qui est au bord de la fermeture malgré tous les sacrifices supportés par les travailleurs !

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728